

3. Description détaillée, y compris la région géographique et le secteur de l'industrie de la construction, de l'unité patronale pour laquelle le défendeur a été agréé comme agent négociateur:

4. a) Nombre d'employeurs faisant partie de l'unité au moment de la demande:

b) Nombre approximatif de salariés dans l'unité au moment de la demande:

5. Date de l'agrément du défendeur en qualité d'agent négociateur des employeurs de l'unité:

*6. Le défendeur est ou était partie à une convention collective conclue avec _____
_____ ou est ou était lié par une telle convention (en inclure une copie):

(NOM DU SYNDICAT OU CONSEIL SYNDICAL)

a) date de sa signature: le _____ 20 _____ ;

b) date de son entrée en vigueur: le _____ 20 _____ ; et

c) dispositions de résiliation ou de reconduction y prévues:

*7. (Dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 49(1) ou (2) de la loi) Pour l'application de l'article _____ de la loi, le défendeur présente l'exposé suivant:

*8. (dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 49(5) ou (6) de la loi) Pour l'application de l'article _____ de la loi, le défendeur présente l'exposé suivant:

*9. (Si le consentement de la Commission est sollicité conformément au numéro 8 de la demande) Le défendeur *s'oppose *ne s'oppose pas à la demande et présente les observations qui suivent:

*10. Le défendeur *veut *ne veut pas continuer à représenter les employeurs.

*11. Autres déclarations pertinentes:

*12. Pages additionnelles annexées

a) Nombre de pages:

b) Numéros faisant l'objet de renseignements complémentaires:

*13. Outre la signification normale des documents relatifs à la présente, le défendeur demande que copie soit envoyée aux personnes suivantes (nom et adresse):

Fait à _____, le _____ 20 ____ .

(signature et fonctions)

(signature et fonctions)

N.B. La présente formule doit être remplie et signée conformément aux dispositions de la loi et des règles de la Commission.

FORMULE RÉSERVÉE À L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION